



Pôle des Politiques Publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté préfectoral n° 58-2025-01-14-00002

modifiant l'arrêté n° 58-2024-09-06-00004 du 6 septembre 2024
portant mise en demeure à l'encontre de la société OMYA,
exploitant une carrière sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le Code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 99-P-4356 du 3 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter une carrière de pierre calcaire à la S.A MEAC sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain, au titre des rubriques 2510-1 et 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2003-P-2234 du 28 juillet 2003 portant mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain au profit de la S.A.S OMYA ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-11-11-00001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport de l'inspectrice de l'environnement établi suite à la visite d'inspection de l'installation du 23 juillet 2024 et transmis par courrier du 2 août 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-09-06-0004 du 6 septembre 2024 portant mise en demeure à la société OMYA de respecter certaines dispositions des arrêtés réglementant sa carrière située sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain ;
- VU** le recours gracieux contre l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2024, susvisé, déposé par l'exploitant le 4 octobre 2024 ;

VU le projet d'arrêté modifiant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2024, susvisé, transmis le 12 décembre 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courriel le 18 décembre 2024 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 21.2 de l'arrêté du 3 décembre 1999, susvisé, dispose : *« L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexés en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation, soit 6 phases d'environ 10 ha pour 5 ans. L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés »* ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 23 juillet 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait par ces dispositions :

- *le site est actuellement en train d'exploiter les phases 3 et 4 en même temps. La phase 2 n'est pas remise en état ;*

CONSIDÉRANT le recours gracieux contre l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2024, susvisé, déposé par l'exploitant le 4 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT le dossier de porter-à-connaissance en vue de modifier le phasage de l'installation de la carrière OMYA sur la commune d'Entrains-sur-Nohain, parvenu en Préfecture le 27 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que, face à ces nouveaux éléments, il convient de modifier l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2024, susvisé, mettant en demeure la société OMYA de respecter les prescriptions de l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999, susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 58-2024-09-06-00004 du 6 septembre 2024, susvisé, est modifié comme suit :

« La société OMYA exploitant une installation de carrière sise au lieu-dit « Bois des Huets » sur la commune d'Entrains-sur-Nohain est mise en demeure :

- *soit, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions prévues à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999 en finalisant la remise en état de la phase n° 2 ;*
- *soit de régulariser sa situation en déclarant le changement de phasage à l'inspection des installations classées par un porter-à-connaissance.*

Dans le cas où l'exploitant choisirait de finaliser la remise en état de phase n° 2, il devrait sans délai, à compter de la notification du présent arrêté, respecter les dispositions prévues à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999 en arrêtant l'exploitation de la phase 4. L'exploitation de la phase 4 ne pourra reprendre que lorsque la remise en état de la phase 2 sera achevée.

Dans le cas où l'exploitant choisirait de régulariser sa situation auprès de l'inspection des installations classées, le présent arrêté de mise en demeure ne serait levé qu'une fois la modification du phasage actée par l'administration ».

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société OMYA.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 : Exécution

- Le secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre,
- le sous-préfet de Clamecy,
- le maire d'Entrains-sur-Nohain,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et l'original transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **14 JAN. 2025**

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général



Ludovic PIERRAT

1-2

1 JAN 1958

